



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 29/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIGERIENNE GRANULATS

La Ballastière
BP 367
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 2024/ 623
Code AIOT : 0010003450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement LIGERIENNE GRANULATS implanté Les Broses 41170 Sargé-sur-Braye. L'inspection a été annoncée le 16/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIGERIENNE GRANULATS
- Les Broses 41170 Sargé-sur-Braye
- Code AIOT : 0010003450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière de sables du Cénomaniens autorisée pour une durée de 15 ans par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2009-12-6 du 12 janvier 2009.

Le tonnage maximal annuel autorisé pour l'extraction est de 140 000 tonnes avec une moyenne de 80 000 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.7.B.a	Demande d'action corrective	3 mois
2	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.6.A.b	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.5.A.a	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article II.1.A	Demande d'action corrective	3 mois
8	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.7.B	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contrôles par des organismes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.4.G	Sans objet
6	Conditions d'accès au site	Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.6.A.a	Sans objet
7	Signalement des dangers	Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.6.A.c	Sans objet
9	Situation acoustique	Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.5.D.e	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.7.B.a
Thème(s) : Autre, Plan annuel d'exploitation
Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection .

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités [...]

Constats :

Constats de la précédente visite d'inspection du 30/03/2021 :

Le plan d'exploitation présenté (année 2019) ne comprend pas les abords, dans un rayon de 50 m, des limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation.

Constats de la visite du 25/07/2024 :

Le dernier plan d'exploitation mis à jour au 22 décembre 2023 a été examiné. Ce plan fait apparaître l'ensemble des éléments prescrits, y compris les abords de l'exploitation dans un rayon de 50 m des limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, à l'exception des surfaces défrichées.

En particulier, le secteur n°2 qui correspond à la seconde période quinquennale d'exploitation, qui a été défriché selon les informations recueillies auprès de l'exploitant (les souches ont été enlevées), n'est pas identifié comme tel.

Concernant les surfaces S1, S2 et S3 l'exploitant dispose, sous un format A3, d'un plan mis à jour au 28/12/2023 figurant ces surfaces. Dans le cartouche de ce plan les valeurs chiffrées (réelles) de S1, S2 et S3 sont indiquées et comparées aux valeurs garanties par l'acte de cautionnement en vigueur (les valeurs réelles étant inférieures à celles garanties par l'acte de cautionnement). Cependant, aucune explication sur le retard pris (5 phases exploitées sur 15) dans le schéma prévisionnel d'exploitation pris en compte en vue de la détermination des garanties financières n'est produite.

La plan d'exploitation de 2023 ne comprend pas l'indication des surfaces défrichées, et aucune explication sur le retard pris (5 phases exploitées sur 15) dans le schéma prévisionnel d'exploitation pris en compte pour la détermination des garanties financières n'est donnée et explicitée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.6.A.b
Thème(s) : Autre, Clôture ou dispositif équivalent
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (merlon de 2 mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de l'inspection du 30/03/2021 :</u> Lors de l'inspection du 30/03/2021 il a été constaté que les merlons de protection situés le long de la piste d'accès à la zone défrichée (secteur 2 : 2ème période quinquennale) et sur quelques secteurs de la zone en exploitation sont d'une hauteur insuffisante.</p> <p><u>Constats de l'inspection du 25/07/2024 :</u> Sur une longueur de 50 à 60 mètres de long, le merlon situé le long de la piste qui permet d'accéder au secteur défriché ne présente pas les caractéristiques requises.</p> <p>Sur une longueur de 50 à 60 mètres de long, le merlon situé le long de la piste (zone dangereuse) qui permet d'accéder au secteur défriché ne présente pas la hauteur de 2 mètres prescrite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contrôles par des organismes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.4.G
Thème(s) : Autre, Contrôle des installations électriques.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des organismes agréés procéderont à des contrôles réguliers portant notamment sur : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • les installations électriques ; • [...] ; <p>Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de l'inspection du 30/03/2021 :</u> Lors de l'inspection du 30/03/2021 il avait été demandé à l'exploitant que dès la remise en service de l'installation électrique il soit procédé à une contrôle de l'installation, puis de reprendre une fréquence annuelle de contrôle.</p> <p><u>Constats de l'inspection du 25/07/2024:</u> L'installation électrique n'a pas été remise en service. Aucun contrôle de cette installation n'a donc été réalisé.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.5.A.a
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Suites réservées à l'inspection du 30/03/2021 :</u> Lors de l'inspection du 30/03/2021 il avait été demandé à l'exploitant de produire les justificatifs</p>

de la vidange de la rétention associée à la cuve de stockage des hydrocarbures.

Constats de l'inspection du 25/07/2024 :

L'exploitant a produit un justificatif (facture n°05210048 du 31/05/2021 établie par la société PROTEC correspond à un forfait de pompage industriel) de vidange de la cuve de stockage des hydrocarbures.

L'exploitant n'ayant pas la clef permettant d'ouvrir le container dans lequel se trouvait la cuve d'hydrocarbures, il n'a pas été possible de vérifier si la rétention associée à cette cuve était toujours vide d'hydrocarbures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article II.1.A

Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières

Prescription contrôlée :

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 3 périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

PÉRIODES	S1 (C1 = 10,5 k€/ ha)	S2 (C2 = 24,5 k€/ ha)	S3 (L) (C3 = 12 k€/ ha)	TOTAL (apha = 1.468)
1	2,25	2,08	1,92	139 682 €
2	2,41	1,52	1,15	99 388 €
3	1,04	0,74	0,52	80 046 €

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au 01/04/2008, soit 616,1, publié au JO le 03/08/2008.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

<p>Constats :</p> <p>Bien que l'autorisation d'exploiter soit échue depuis le 12 janvier 2024 (pas d'exploitation sur le site constatée lors de l'inspection) l'exploitant dispose d'un acte de cautionnement en date du 16 octobre 2023, valable pour la période du 13 janvier 2024 au 12 janvier 2026 pour un montant de 109 545 €.</p> <p>Sur la base des valeurs réelles de S1, S2 et S3 au 28 décembre 2013, de l'indice TP01 base 2010 d'octobre 2023 : 130,7 (JO du 17/12/2023), l'inspection des installations classées a effectué le calcul des garanties financières nécessaires à la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant.</p> <p>Le calcul réalisé donne un montant à garantir de 121 015 €.</p> <p>Le montant des garanties financières nécessaires à la remise en état du site est insuffisant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Conditions d'accès au site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.6.A.a</p>
<p>Thème(s) : Autre, Gardiennage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection il n'y avait pas d'activité sur le site et l'exploitant a indiqué que la carrière n'était plus exploitée du fait que l'autorisation était échue depuis le 12 janvier 2024. Il a également précisé qu'un dossier demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter était en cours de constitution (par un courriel du 28/08/2024 il a précisé que, sauf imprévu, le dossier devrait être déposé avant la fin de l'année 2024 : dossier de demande d'autorisation avec étude d'impact) .</p> <p>Lors de l'inspection il a été constaté que le site est clos sur la totalité de sa périphérie à l'aide d'une clôture et /ou d'un merlon. L'accès principal à la carrière est barré par un portail fermant à clef.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Signalement des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.6.A.c
Thème(s) : Autre, Signalement des dangers
Prescription contrôlée : Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.
Constats : Des pancartes signalant l'interdiction d'accès au site sont placées à proximité du portail et derrière la clôture périphérique du site (la position des pancartes derrière la clôture permet de les protéger du vandalisme). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.7.B
Thème(s) : Autre, Remise en état coordonnée à l'avancement de l'exploitation
Prescription contrôlée : Globalement, la remise en état du site consiste en la création d'une dépression en pied du coteau avec un remblaiement partiel du site. Les éléments contenus dans le dossier au paragraphe "remise en état" seront respectés. La remise en état devra être coordonnée à l'exploitation conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. L'exploitation de la phase x année (n + 2) ne peut débuter que si la phase x année (n) est remise en état et complantée. La surface dérangée de la carrière est inférieure à 5,5 ha pour la phase 1 et 3,5 ha pour les phases 2 et 3.
Constats : Seul un petit secteur situé dans la partie nord du site est remis en état alors que les phases I1 à I5 et III5 sont en dérangement (surfaces des infrastructures et surfaces décapées /en exploitation). La surface dérangée de la phase I est cependant de moins de 5 ha (3,93 ha) Le remise en état n'a pas été réalisée de façon coordonnée à l'exploitation. Le dossier de renouvellement de l'autorisation en cours de constitution (par un courriel du 28/08/2024 l'exploitant a indiqué que, sauf imprévu, le dossier devrait être déposé avant la fin de l'année 2024) devra intégrer cette situation et proposer un réaménagement coordonné au nouveau phasage.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Situation acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2009, article III.5.D.e
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la situation acoustique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra réaliser, dès le début d'exploitation une mesure des niveaux sonores (carrière et installation de traitement) par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores sera ensuite réalisé tous les ans pendant les 3 premières années suivant la délivrance de l'autorisation et après tous les 3 ans.</p> <p>Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle de la situation acoustique de la carrière a été réalisé le 30/11/2022. Le rapport de ce contrôle réalisé par la société Geoscop a été examiné. Les valeurs mesurées respectent les seuils réglementaires tant pour le niveau sonore en limite de site que pour le critère d'émergence dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite